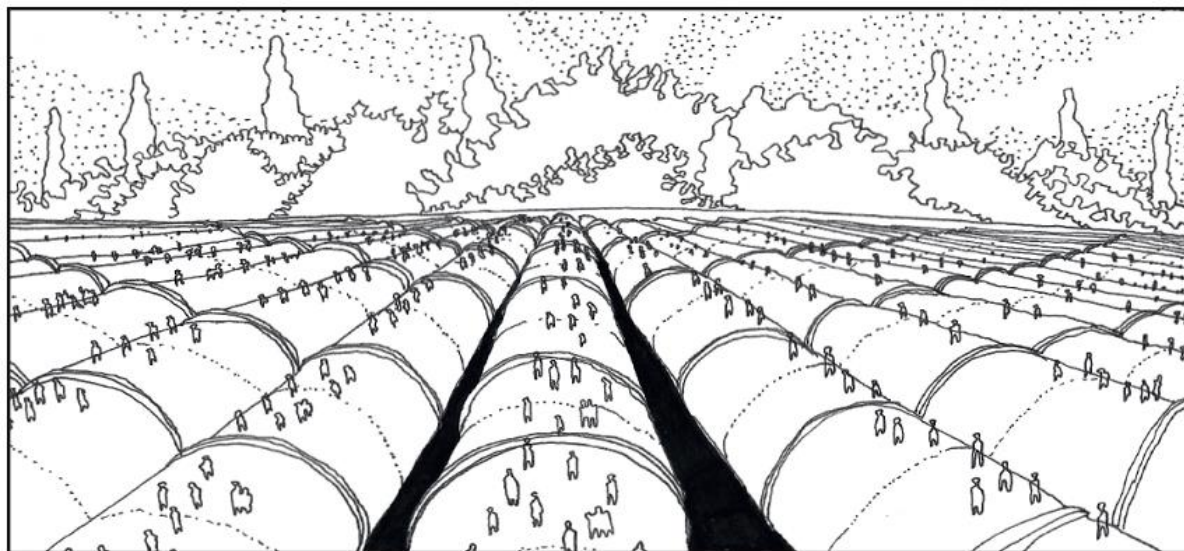


Urbanités

5 ans / 5 entretiens – novembre 2017

La transition est un sport (politique) de combat. Gérer la ville autrement.

Entretien avec Damien Carême, par Daniel Florentin



P. Guillon

Cinq ans, cinq entretiens. Pour fêter son lustre, la revue Urbanités est allée interroger cinq personnalités qui font de la ville leur matériau quotidien. De l'écrivain au maire, ils nous livrent leurs visions de la ville, de ses défis, de ses transformations, autour de cinq grands thèmes.

Damien Carême est maire de la ville de Grande-Synthe, dans le Dunkerquois. Il a engagé depuis le début des années 2000 un certain nombre de politiques publiques mettant la transition social-environnementale au premier plan, pour produire et gérer l'urbain autrement.

Thème 1 : l'expérience urbaine. Racontez-nous une expérience urbaine marquante.

Spontanément, je pense à la rénovation urbaine d'un quartier, Courghain, qui est une véritable transformation des quartiers. Cela a pris énormément de temps, car je termine maintenant, alors que j'ai commencé les premières rencontres avec les habitants en juillet 2001, mais le résultat est assez surprenant. La rénovation a changé complètement la vie du quartier, l'approche des gens. Cela participe au changement d'image de la ville. Ce qui est en particulier marquant, c'est le retour des habitants. La plus belle réflexion que j'ai eue depuis que je suis élu maire, c'était lors d'une de mes visites du quartier avec une délégation ; on était à pied, une dame est descendue de chez elle, je ne la connaissais pas et elle m'a dit : « c'est bien ici, maintenant. Maintenant, je n'ai plus honte d'inviter ma famille chez moi. » Quand on a fait ce travail-là en tant que maire, on est satisfait du résultat.

Cette rénovation urbaine m'a marqué parce qu'elle était longue, lourde, compliquée à mener, mais le jeu en vaut la chandelle, même si c'est trop long et que des habitants derrière aimeraient que cela aille plus vite.

VOTRE POSITION EN TANT QUE MAIRE VOUS A-T-ELLE FAIT VOIR LA VILLE DIFFÉREMMENT DE L'ÉPOQUE OÙ VOUS N'ÉTIEZ QU'UN CITOYEN LAMBDA ?

Pas complètement : dans un an, cela fera cinquante ans que je vis dans cette ville. Je la connais depuis très longtemps, je l'ai vue évoluer, je l'ai vue grandir, je l'ai vue se métamorphoser. Mon père avait été maire de 1971 à 1992, donc, même si je n'ai jamais rêvé d'être maire et que je n'étais impliqué que dans l'associatif, je voyais les métamorphoses qui avaient été mises en œuvre dès la fin des années 1970. Notamment dans l'habitat, où il y avait déjà des opérations Habitat et Vie Sociale dans la ville : je me souviens des bagarres que mon père avait eues pour obtenir que, dans les barres HLM, qui avaient souvent été construites rapidement dans les années 1960, il y ait des moyens pour avoir une chambre isolée, au moins phoniquement, pour les travailleurs postés. Les premières démolitions ont, elles, eu lieu en 1981 : j'avais 21 ans, je les ai vues. On est en 2017, et c'est toujours à l'œuvre : on a encore des bouts de ville à refaire.

VOUS AVEZ ÉTÉ, EN 2014, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION MAIRES VILLES ET BANLIEUES DE FRANCE. VOUS CONSIDÉREZ-VOUS COMME UN MAIRE DE BANLIEUE ?

Bien sûr. J'ai toutes les caractéristiques de la banlieue : j'ai 23% de taux de chômage, 33% des familles qui vivent sous le seuil de pauvreté, 63% de logements sociaux sur la ville. Même si pour moi, ce n'est pas un critère de pauvreté, on a des indicateurs sociaux et une image qui sont ceux d'une ville de banlieue. Grande-Synthe, c'était la ville des ouvriers, celle où les ouvriers de l'agglomération et les populations d'étrangers avaient été reléguées.



1. Photo du quartier de Courghain, transformé par la rénovation urbaine (Mairie de Grande Synthe, 2017)

Thème 2: Ville et engagement. Pour quels combats urbains êtes-vous prêts à vous engager ?

Question difficile, car je suis déjà engagé. Y en a-t-il des nouveaux ? Un combat important, c'est la transformation des villes en de véritables villes durables. Le problème est que le terme est aujourd'hui galvaudé et mis à toutes les sauces, comme les écoquartiers, et, dès qu'on gratte un peu, il ne reste souvent d'écoquartier que le nom.

Dans mon action politique, c'est le concret et le pragmatisme que je veux défendre. Je suis très inquiet des évolutions concernant le changement climatique. Je suis un fervent défenseur du local pour lutter contre ce changement climatique, car je suis persuadé que les changements ne viendront presque exclusivement que du local : les choix d'un urbanisme dense pour préserver les terres agricoles, le choix de la nature en ville pour éviter les îlots de chaleur, le bien-être de ses habitants au sein de ces villes, le problème des transports, de la consommation, de la non-utilisation d'énergies fossiles, d'orientation pour une énergie verte dans la commande publique, de circuits courts, d'agriculture biologique, etc. Tout cela, ce sont des décisions qui dépendent des maires ou des intercommunalités. Je me bats sans relâche pour qu'on aille plus vite, parce que le temps presse aujourd'hui. Le combat, c'est la transformation du paradigme des villes.

Je me bats contre certains de ces paradigmes, comme par exemple l'ouverture des commerces le dimanche et les enjeux d'un commerce en centre-ville. Quel est ce dogme qui postule que, pour qu'un centre-ville fonctionne, il faut qu'il y ait des commerces ? Il existe autre chose que le commerce et la consommation pour juger du fonctionnement d'une ville ou d'un quartier. Et derrière, pousser à la consommation, c'est pousser à l'extraction de ressources supplémentaires, à du gâchis.

Le combat que je veux accentuer et poursuivre, c'est cette bagarre pour faire changer les mentalités et prendre conscience aux élus qu'ils ont un vrai pouvoir d'agir sur ces questions-là. Je ne pense pas qu'ils n'en aient pas conscience, mais je pense qu'ils n'osent pas, alors qu'étude après étude, on voit bien que, sur les questions climatiques, c'est l'alerte rouge.

VOUS AVEZ ENGAGÉ LA VILLE DE GRANDE SYNTHÉ DANS UN PROCESSUS DE TRANSITION SOCIAL-ÉCOLOGIQUE. CONCRÈTEMENT, COMMENT CELA SE TRADUIT-IL ?

Concrètement, ce sont par exemple des cantines 100% bio. La deuxième étape, c'est qu'elles soient alimentées localement : pour l'instant, notre approvisionnement est principalement régional ; à 92%, ce sont des produits régionaux. Cela rapproche lieux de production et de consommation, cela évite de mettre des camions sur les routes. Aujourd'hui, je compte arriver à faire en sorte que toutes les cantines de l'agglomération passent au bio, ainsi que les maisons de retraite, ce qui fait qu'on va pouvoir lancer une agriculture de proximité bio à l'échelle du dunkerquois.

Dans cette perspective, à l'échelle de la commune, j'ai fait acheter par la mairie des terres arables : on vient d'acheter 10 hectares, on était déjà propriétaires de plus de 10 autres hectares. Je continue les acquisitions foncières et espère finaliser une affaire dans les prochains mois de 4 hectares. Ce sont des maraîchers qui ont plus de 70 ans, qui ne trouvent pas forcément de repreneurs ou qui veulent encourager ce genre de démarche portée par la mairie, et qui nous vendent leurs terres : ils préfèrent nous les vendre à nous, même si cela demande ensuite des discussions avec la SAFER qui veut souvent faire de la préemption dessus. Je multiplie ainsi la production locale.

La politique de transition, c'est aussi la mise en place de transports doux. Avec ma casquette de vice-président transports à l'agglomération, on est en train de refaire tout le réseau urbain de transports de l'agglomération pour faire qu'il soit réellement efficace et rapide. Cela sera terminé complètement en

septembre 2018. Et ces transports seront gratuits. C'est un choix politique, mais c'est aussi un choix pour encourager les transports en commun. Aujourd'hui, on n'avait que 4% des parts modales qui étaient prises par le bus. On s'est fixé comme objectif de le doubler, moi j'aimerais bien le tripler ou le quadrupler. Du fait de nos aménagements, la voiture ne sera plus reine : on a cassé les deux fois quatre voies en ville, pour faire du transport en commun en site propre, pour faire des pistes cyclables à côté. On va également privilégier le vélo, donc on devrait avoir un report de la voiture vers des modes doux.

Sur le vélo, à Grande-Synthe, on a élaboré avec les habitants un schéma directeur des pistes cyclables. C'est en travaux : j'en ai jusqu'en 2020 pour réaliser l'ensemble du bouclage, pour faire les 42 kilomètres de pistes cyclables, ce qui est énorme dans une petite commune. En plus de cela, je viens de mettre en place une prime pour l'achat de vélos : l'État donnait une prime de 200€ pour l'achat de vélos électriques. Nous, nous avons mis en place une prime jusqu'à 200€ pour les vélos classiques¹. On a voté cette disposition le 30 juin : j'ai déjà 572 demandes, ça cartonne ! Je vois plein de vélos en ville. On a remis des arceaux pour accrocher les vélos dans les écoles, et on a 30% des enfants qui vont à l'école en vélo, alors qu'avant, on avait des parents qui les déposaient en voiture. Quand on aura fini les pistes cyclables protégées, cela rassurera encore davantage les parents.

Je soigne également beaucoup la marche à pied, le fait qu'il y ait de la nature en ville. C'est important de rendre la marche à pied agréable plutôt que de passer devant d'immenses murs. Quand je regarde des projets architecturaux sur des opérations immobilières, je demande toujours à avoir une vue à l'échelle des yeux, pour imaginer ce que le passant verra.

On réfléchit également à travailler sur la publicité, sur le modèle de ce qu'a fait Eric Piolle à Grenoble, car on ne se rend pas compte de l'importance de la chose. Dans ma ville, j'ai peu de panneaux publics, mais j'ai des panneaux qui sont affichés sur des façades de particulier : on travaille du coup sur la manière de réécrire les documents d'urbanisme pour changer cela.

On a aussi refait des jardins partagés en pied d'immeuble, dans l'idée d'aider les habitants à subvenir un peu à leur alimentation.



2. Gratuité des bus, vélos collectifs : les mobilités douces, un des piliers de la transition (Mairie de Grande-Synthe, 2017)

¹ Prise en charge de 50% du prix du vélo jusqu'à 400€.

LA QUESTION ALIMENTAIRE EST-ELLE PREMIÈRE DANS CETTE RÉFLEXION SUR LA TRANSITION ?

J'ai une population qui est en difficulté sociale, avec les chiffres que je vous mentionnais tout à l'heure. Les engagements que j'ai pris lors des dernières élections municipales, c'est un peu mon revenu universel à moi : j'assure à tous les habitants de la ville une alimentation de qualité, l'accès à l'énergie (il n'y a pas de coupure dans ma ville, et on intervient quand les gens n'ont pas les moyens de se fournir en énergie), l'accès à la culture, l'accès à l'éducation, l'accès à la santé. On a mis en place une mutuelle santé pour tous. Il y avait des dames qui payaient toutes seules 120 euros par mois de mutuelle, aujourd'hui, elles ne payent plus que 20 euros voire rien, parce qu'on a activé en parallèle un dispositif de la Sécurité sociale. Je ne peux pas donner de la ressource financière, par contre, en ayant des politiques sur ces sujets, comme le transport gratuit, j'agis pour activer la transition dans le quotidien de chacun. On a également des cartes culture : selon leur quotient familial, les gens accèdent à des carnets pour des billets gratuits ou à des prix très modiques. La cantine scolaire, elle a des prix défiant toute concurrence : pour quelqu'un qui n'a pas beaucoup de moyens, c'est 0,40€ ; pour quelqu'un qui a les moyens, c'est 1,85€. Cela reste abordable et on ne peut pas m'accuser de n'en faire que pour les pauvres.



3. Carré potager et jardins partagés (Mairie de Grande-Synthe, 2017)

COMMENT VOUS SITUEZ-VOUS PAR RAPPORT AU MODÈLE ANGLAIS DES VILLES EN TRANSITION ?

J'ai rencontré il y a dix jours Rob Hopkins, le fondateur du réseau des villes en transition. Quand il est arrivé, il était inquiet, parce que, normalement, le mouvement de transition est un mouvement montant, ascendant, alors que moi, c'est un mouvement descendant. Dans ma population, les gens sont loin des questions de la transition et du développement durable. Leur préoccupation première, c'est de savoir comment nourrir leurs enfants le lendemain. Quand j'ai engagé le processus Grande-Synthe en transition, je l'ai expliqué. Par exemple pour les cantines bio : on a reçu les parents pour leur expliquer pourquoi le bio, et pourquoi cela ne se limitait pas au bio, c'était le local. Qui dit local dit saisonnalité. En hiver, il ne faudra pas qu'ils viennent me voir en disant que les enfants mangent de la pomme en tarte, de la pomme en compote et de la pomme en fruit : ils n'auront pas de fraises, ni de framboises ! Mais quand on leur explique, ils comprennent, et je n'ai reçu aucune plainte sur le sujet.

Le mouvement en transition, chez nous, il descend. Pour Rob Hopkins, ce n'était pas dans sa logique, car cela renvoie à une utilisation politique du concept. Et il s'est rendu compte que nous, nous l'avons engagé dans toutes nos politiques publiques, mais les habitants s'en sont aussi emparés. Même s'ils ne le formulent pas complètement dans les mêmes termes que nous, en fait, c'est ce qu'ils font. Quand il a visité les jardins partagés, il était aux anges. On a aussi visité avec lui le projet de forêt comestible par

l'association « la forêt qui se mange », force est de constater que la démarche est à la fois descendante et montante. Le pari est gagné !

On a également mis en place un système d'échange local avec un lieu dédié : « Troc et Co ». Avec l'Université Populaire, des associations et des adhérents de Troc et Co, nous y organisons notamment des *repair cafés*. Dans le local, on y trouve également un frigo solidaire : si vous partez en vacances et avez encore des aliments dans votre frigo, vous les laissez là et quelqu'un s'en sert. On peut aussi mettre des jouets, des livres, du petits matériels électro-ménagers, etc., le tout accessible aux adhérents, et chacun peut prendre et échanger. C'est au final une manière de consommer autrement, plus solidaire et plus durable.

COMMENT ASSOCIE-T-ON POLITIQUE DE LA VILLE, ET EN PARTICULIER LA RÉNOVATION URBAINE, ET TRANSITION, LES DEUX NE REPOSANT PAS SUR LES MÊMES PHILOSOPHIES D'ACTION ?

Les deux sont en fait intimement liées. C'est ce sur quoi j'avais insisté quand j'étais à l'Association Maires et Villes de Banlieues, afin qu'on arrive à comprendre que les politiques de lutte contre le changement climatique, elles touchent en premier les personnes les plus en difficulté. Autrement dit inégalités sociales et inégalités écologiques, même combat. Par exemple, quand j'ai commencé à faire du BBC bien avant 2012, ça a fait gagner 20%, 30% de charges énergétiques aux habitants. On rend du pouvoir d'achat. Quand on mène le combat climatique de front et dans toutes ses composantes, il sert forcément la politique de la ville. C'est aussi une particularité de la politique que je peux mener dans ma ville par rapport à d'autres villes en politique de la ville que je peux rencontrer. Certains le font, mais partiellement, pas de manière transversale dans toutes les politiques publiques. Après, il faut aussi reconnaître, que parfois ils n'ont pas la main : pour les villes de la région parisienne, les maires sont confrontés à l'enchevêtrement des lieux de décision. Pour la politique de transports, un maire francilien ne pourrait pas décider le transport gratuit. Mais pour moi également, cela ne fut pas simple : l'ancien Président de la communauté urbaine n'était pas favorable au transport gratuit, alors que le nouveau l'avait mis dans son programme municipal, tout comme moi et sans que nous nous soyons concertés. Lui voulait le faire à l'échelle urbaine, on l'a fait à l'échelle de l'intercommunalité, et cela a été voté à l'unanimité.

DANS L'UN DES VOLETS DU PROGRAMME DE TRANSITION, IL Y A LE PROJET D'UN ÉCOQUARTIER, DONT LE MASTERPLAN A ÉTÉ FAIT AVEC L'ARCHITECTE DE BED ZED. BED ZED, C'EST À LA FOIS UN PROJET PIONNIER ET UNE RÉFÉRENCE CLASSIQUE EN AMÉNAGEMENT ENVIRONNEMENTAL, MAIS AUSSI UN SUCCÈS MITIGÉ : UNE CRÈCHE QUI A FERMÉ, UN RÉSEAU DE CHAUFFAGE QUI A ÉTÉ MODIFIÉ, UNE STATION D'ÉPURATION QUI A ÉTÉ FERMÉE, DES FACTURES ÉNERGÉTIQUES PLUS ÉLEVÉES QUE PRÉVUES EN RAISON DE MAUVAISES CONCEPTIONS ARCHITECTURALES, DES BUREAUX QUI ONT ÉTÉ RECONVERTIS EN LOGEMENTS. COMMENT FAIT-ON POUR ANTICIPER CES LIMITES ?

On ne peut pas anticiper tout. En revanche, la mutabilité d'une ville, il faut l'intégrer. Il n'y a rien de pire dans une ville que d'y voir des commerces vides avec des rideaux tirés. Si les locaux étaient conçus pour être adaptés en logements après, avec les canalisations et branchements nécessaires, on éviterait cela. Dans les programmes de construction pour cet écoquartier, c'est un des critères que j'intégrerai, persuadé que la ville de demain ne sera pas comme la ville d'hier et qu'il faut pouvoir le faciliter.

Sur la conception, je ne me suis pas inspiré uniquement de BedZed, mais je suis allé également aux Pays-Bas, au Sud d'Amsterdam, dans le quartier de Culemburg, qui est un écoquartier qui a dix ans

aujourd'hui, qui a été travaillé avec les habitants. On est allés visiter. On nous a montré la phytoépuration, les ressources en géothermie, une grande présence de la biodiversité. Je m'en suis inspiré, mais j'ai aussi envoyé deux bus d'habitants pour aller visiter, pour essayer de voir si les gens peuvent se projeter. Ils ont adoré et désormais ils n'arrêtent pas de me demander : « quand est-ce que commencent les travaux ? » De toute façon, c'est un mixte : il n'y a pas de recettes qui marchent ou ne marchent pas. Moi, je ne prévois pas forcément beaucoup de services publics à l'intérieur de ce quartier, car il y a déjà beaucoup de choses aux franges du quartier : je ne considère pas que je vais faire un quartier, mais un bout de quartier. Là, ce ne sont que 500 logements. Les crèches, les garderies, les écoles : je n'en ai pas besoin dans l'écoquartier, il y en a à proximité. Pour les commerces de proximité, il faut voir : les miens ont déjà du mal à vivre dans ma ville. Il vaut mieux que je ramène du pouvoir d'achat avec de nouveaux habitants plutôt que de recréer un commerce qui va absorber ce pouvoir d'achat-là. Les habitants peuvent faire 500 mètres pour acheter une baguette.

GRANDE-SYNTHÉ EST ÉGALEMENT CONNUE DANS LES ÉTUDES URBAINES POUR ÊTRE UN EXEMPLE D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE, VOIRE D'ÉCOLOGIE TERRITORIALE. DANS QUELLE MESURE CELA INFLUENCE-T-IL LE DESIGN DES POLITIQUES PUBLIQUES ?

L'écologie industrielle et le développement urbain ne sont pas intimement liés, même si vous avez un réseau de chauffage urbain qui va être étendu pour alimenter ma ville. Il était alimenté par la chaleur des hauts fourneaux d'Arcelor, et désormais on récupère de la vapeur d'eau émise par Arcelor. On est en train de le coupler avec le centre de valorisation énergétique, qui est l'incinérateur de la communauté urbaine et jouxte ma commune. On va boucler les différents réseaux de chaleur et diversifier nos sources, car si demain Arcelor ferme, on sera mal.

Moi, je m'appuie sur l'écologie industrielle et l'économie circulaire pour aborder le développement économique de l'agglomération. On est une agglomération industrielle, on est en train de crever de cette industrie. Elle nous a bien servi pendant quarante ans, mais on est en train d'en crever. Il n'y a plus de grandes industries qui arrivent. Les seuls qui veulent venir, ce sont les poubelles, pour traiter des déchets polluants, parce qu'on a la réputation d'avoir 17 sites Seveso. Mais en termes d'attractivité du territoire, c'est une catastrophe. On a énormément de mal à recruter des cadres, des médecins.

Thème 3: Ville et vulnérabilité. Qu'est-ce qui menace les villes ?

Nous, la première menace à Grande-Synthe, c'est la montée des eaux : on est un site de polder. Donc il faut y aller pour éviter d'être à nouveau sur un territoire d'eau, comme avant l'époque où les moines ont asséché la zone.

La deuxième vulnérabilité, c'est le déséquilibre. Dans ma commune, le revenu moyen par habitant est de 9 400 euros par an. Quand on parle de mixité, ce terme me fait doucement rigoler : pour caricaturer, on en parle toujours pour demander à des pauvres d'aller vivre dans des quartiers riches. Jamais on ne demande à des riches d'aller vivre dans des quartiers pauvres. Tant qu'on ne luttera pas efficacement, par des politiques publiques, contre l'artificialisation des sols et contre l'étalement urbain, on aura des fuites de population de ces villes un peu en difficulté comme la nôtre, ou de ces villes qui se fragilisent pour diverses raisons, vers du rural. On ouvrira des écoles là-bas, alors qu'on en ferme dans les villes. Cela participe de cette absurdité de la compétition territoriale, qui, par ailleurs, fait que c'est difficile de mettre en œuvre des politiques publiques à l'échelle des intercommunalités. Dans notre intercommunalité, qui compte 200 000 habitants, on a des petits villages, avec des maires qui veulent construire des lotissements. Je leur dis que cela n'a pas de sens, alors qu'il y a des gens qui partent de chez nous. C'est en fait aussi un problème de taxes avec les impôts locaux. Peut-être qu'avec la loi en préparation, cela va changer, car faire venir des habitants dans sa ville ne rapportera plus.

VOUS INTERPELEZ RÉGULIÈREMENT LES DIFFÉRENTS GOUVERNEMENTS FACE AU DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS DE VIE INDIGNE, QUI CONCERNENT DE NOMBREUX HABITANTS, ET NOTAMMENT DES MIGRANTS. COMMENT LUTTE-T-ON CONTRE CE PHÉNOMÈNE EN TANT QUE MAIRE ?

Sur l'indignité : personne ne dort dans la rue chez moi. Je n'ai que quelques rares cas de logement indigne dans ma commune, mais je n'ai pas de marchands de sommeil. Tout ceci, c'est parce que j'ai beaucoup de logements sociaux, qui sont une vraie réponse à des difficultés sociales. Et les bailleurs sur mon territoire font très majoritairement du bon boulot. Je pense qu'en France, on a les moyens de faire en sorte qu'il n'y ait personne qui dorme dans la rue. Il y a tellement de logements vacants, et, comparativement, si peu de gens qui dorment dehors. On parle de 150 000 personnes sans-abri : ce n'est rien à l'échelle du pays, on devrait mener des politiques pour gérer ce genre de choses.

Dans ma ville, j'ai dû faire face à un afflux de réfugiés, et j'ai essayé de leur apporter un habitat d'urgence, mais je n'étais pas satisfait de cette solution. Je milite pour que, dans les villes, de même qu'on a des quotas de logements sociaux, on ait des logements réservés à l'accueil de réfugiés et de migrants. C'est dans le Pacte d'Amsterdam adopté par l'Europe en mai 2016, c'est aussi un critère de ville durable dans les documents issus de la conférence Habitat III de Quito. C'est un accueil à prévoir dans de l'habitat traditionnel. Quand on aura résolu ce sujet, la question des migrants ne sera même plus un sujet. Ce n'est pas qu'on aura invisibilisé nos problèmes, c'est qu'on les aura pris en charge.

Les flux migratoires, ce n'est pas une menace, c'est un phénomène qui a toujours existé, et qui va s'amplifier, décuplé sous les effets du changement climatique. La question, c'est vraiment comment on l'intègre. On a les moyens de faire cela dans nos politiques publiques, si on change le paradigme de la domination du critère du PIB. Le jour où l'on mettra d'autres critères de bien-être, de satisfaction ou de prise en compte de la difficulté des objectifs du développement durable des Nations Unies, on verra peut-être ça différemment.



4. Le camp de la Lainière (Mairie de Grande Synthe, 2015)

Thème 4: Ville et politique. En quoi les villes peuvent-elles être le lieu de nouvelles formes politiques ?

L'un des enjeux, c'est la participation des habitants. C'est malheureusement un thème qui est aussi un peu galvaudé.

On est des territoires où l'on peut faire plein de choses, on peut initier, innover. Je revendique le droit à l'expérimentation, parce qu'on est parfois bloqués par le code des marchés publics, on est bloqués par des règles administratives qui nous empêchent de faire un certain nombre de choses. L'important, c'est de ne pas se satisfaire de ce qui était produit avant et qu'on innove, qu'on soit dans la recherche et qu'on ait le droit de se planter. Je le vois pour le camp de la Linière : on ne savait pas faire, on n'avait pas de recul et d'expérience en Europe, alors on a parfois fait des choix d'organisation qui n'étaient pas les bons, et on se retrouvait tous pour ajuster ; c'est pareil dans les politiques publiques. À partir du moment où on innove, il faut parfois revenir en arrière, réadapter les dispositifs. Quand on le fait en utilisant tous ces leviers-là, la fonction de maire est passionnante.

Moi, j'ai par exemple acheté 5 véhicules hydrogène, parce que je pense que c'est la technologie de demain, pour initier une demande. Mais j'ai également acheté quatre chevaux et du transport qui se fait en hippomobile dans la ville. Et il y a un certain nombre de travaux qui se font avec des chevaux. L'essentiel, c'est que tout se fasse en respect de l'environnement : la voiture à hydrogène, quand elle va rouler, elle ne va recracher que de l'eau, elle ne polluera pas les gens qui seront en train de faire de la marche à pied ou le cheval.

EST-CE QUE LA VILLE EST LE BON ÉCHELON POUR GÉRER LES QUESTIONS CLIMATIQUES ? COMMENT GÈRE-T-ON LES MULTIPLES ÉCHELLES DE CES QUESTIONS CLIMATIQUES ?

Il faut tout faire de front, et c'est ce que j'essaie de faire. J'enclenche, par la force de la commande publique, un certain nombre de politiques, qui trouvent ou pas leur relai dans des politiques nationales. On voit que, lorsque une commune fait cela, un certain nombre d'acteurs locaux font le choix de s'orienter vers ces secteurs, et cela alors qu'on n'est qu'une petite commune. Si les communes toutes ensemble imposaient les choses, l'effet multiplicateur serait énorme. Nous nous inscrivons d'ailleurs dans de nombreux réseaux de ville engagées en faveur de la lutte contre le changement climatique et le développement durable. Par exemple, nous sommes membre actif d'ICLEI. Il est important de reconnaître la responsabilité de chacun, à chaque échelle d'intervention publique. ICLEI, qui intervient dans les Sommets mondiaux, exhorte les États à mettre en œuvre leur responsabilité.

À l'échelle locale, eu égard à nos compétences, avec la commande publique, on a là un vrai outil. L'approvisionnement des cantines en nourriture locale et bio, c'est par ce biais que cela s'est fait. Il n'y a aucune règle nationale qui l'imposera : on le voit bien, imposer au niveau national seulement 20% de bio dans les cantines scolaires crée un grand pataquès, alors qu'une intercommunalité y arrive. Et là, cela change, car derrière cela enclenche des filières.

LES VILLES SONT-ELLES DU COUP DES LIEUX D'APPRENTISSAGE DE LA TRANSITION ?

Oui, aussi, car il faut en parler, faire de la pédagogie. C'est la bonne échelle pour expérimenter, pour associer les habitants, pour les former. Par exemple, au sein l'Université Populaire de Grande-Synthe, on a monté un atelier qui s'appelle la fabrique de l'autonomie, où les gens viennent apprendre à faire l'entretien de chez eux sans utiliser de produits dangereux. On a 300 familles qui sont venues se former à cela. Aujourd'hui, on travaille également sur les cosmétiques : on n'est pas que sur les enjeux de produits naturels, mais aussi sur les questions de perturbateurs endocriniens. La ville, c'est la bonne échelle pour faire cela, parce qu'on est au contact direct de la population, et parce que ce n'est pas que le choix de la municipalité, mais aussi quelque chose qui est approprié, démultiplié par les habitants.



5. Atelier de l'autonomie (Mairie de Grande-Synthe, 2016)

QUEL EST LE STATUT DE L'UNIVERSITÉ POPULAIRE ?

Elle a été montée et est portée par la ville. À l'origine, l'idée est de participer à l'émancipation des personnes en leur montrant autre chose, donc l'Université organise notamment des débats, avec des économistes alternatifs, des sociologues, des philosophes, des expériences à partager... Ça pourrait être Rob Hopkins sur les villes en transition, ça a été Philippe Bihoux avec son livre sur *L'âge des low tech*, ou André Cicoella qui a montré que le bisphénol A était un perturbateur endocrinien. C'est en allant à une de ses conférences que j'ai décidé de mettre en place un programme pour être une ville 100% sans perturbateurs endocriniens. C'est pour cela que, dans les garderies, dans les crèches, vous verrez indiquer « attention aux produits qu'on utilise » : vous listez et éliminez tous les produits qui contiennent des perturbateurs. Après, on en parle aux parents, pour qu'ils adoptent les mêmes comportements. C'est là que la politique prend tout son sens. L'action de l'Université Populaire ne s'arrête pas à l'organisation de conférences-débats. Nous accompagnons les habitants à passer à l'action, à s'engager concrètement. L'écologie ne doit pas être punitive, elle doit chercher à ce que chacun exerce pleinement ses droits.

EST-CE QUE CE SCHÉMA DE LA TRANSITION EST REPRODUCTIBLE À UNE ÉCHELLE PLUS LARGE ?

Tout ne tient qu'à une décision politique. L'enjeu, c'est de faire en sorte que les élus des échelons supérieurs se rendent compte de l'intérêt. Dans la région des Hauts de France, ce qui avait été mis en place par les écologistes a été cassé entièrement, uniquement par idéologie. Le plan de 100 000 logements qui avait été conçu avec la SEM, ils l'ont tué dans l'œuf avant même de lui laisser une chance, alors même qu'on avait là un outil pour décupler la rénovation énergétique des bâtiments, via un tiers financement.

Une phrase en politique que j'ai fait mienne, c'est une phrase de Gandhi qui dit : « montrer l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul ». Je réalise, et après les gens viennent voir. L'année dernière, ce sont pas moins de 56 délégations extérieures qui sont venues. Et là, on diffuse, on

élargit. Des villes du Nord et du Pas de Calais sont venues, avec le maire, les services techniques ; ces maires ne sont pas forcément écolos ni socialistes, mais ce sont pour certains des maires UDI, Les Républicains, ou communistes. Ils sont venus voir, demandent combien ça coûte. Je leur montre : on va sur le terrain. Moi, je suis maire, et je suis allé voir des choses ailleurs en Europe pour me rendre compte. Par exemple, pour l'écoquartier, je suis allé visiter plein d'écoquartiers en Europe. Je suis allé voir Culemburg, mais j'ai également allé voir Oslo, des choses en Allemagne. J'ai pris ce qui me semblait intéressant à chaque fois. Une fois, j'ai vu des parkings de voitures perméables, donc depuis j'ai fait en sorte que tous les parkings se fassent de façon perméable. J'ai parfois vu des choses qui ne me plaisaient pas du tout : à Malmö, dans le quartier BO 01, qui a été construit à l'occasion de l'Exposition européenne de l'habitat, il n'y avait aucun espace vert, aucune nature présente, ça m'a glacé.

Avec l'ADEME Nationale, nous venons tout juste de signer un protocole « Grande-Synthe Démonstrateur Ville durable ». L'une des finalités du protocole est d'évaluer, de capitaliser et de diffuser plus largement la démarche de transition de Grande-Synthe. L'enjeu est celui d'un changement d'échelle au niveau du Dunkerquois, et également de rechercher un effet d'entraînement à une plus large échelle.

Thème 5 Ville et futur. À quoi voudriez-vous que votre ville ressemble dans cinq ans ?

Ce que j'essaie de faire, c'est de travailler au bien-être des habitants, à l'apaisement des villes. On peut voir les fruits de cela en termes de baisse de la délinquance, de respect de l'environnement. Dans ce que j'impulse depuis seize ans dans cette commune, il y a des choses qui commencent à pousser. Ce que j'aimerais, c'est continuer à les voir grandir, fructifier et être partagées. À Grande-Synthe, je travaille dans un souci de reproductibilité.

Quand j'ai des peupliers qui ont 40 ans, qui meurent, je les remplace par des arbres fruitiers. C'est un choix. Ça permet de faire varier les paysages, car les arbres fruitiers changent de couleurs, les habitants cueillent des fruits, ça anime la ville. Ce genre de choses, c'est assez simple, mais ça doit se multiplier. On commence à y arriver à l'échelle de la communauté urbaine. De la même façon, les jardins partagés en pied d'immeuble, ça ne coûte rien à la collectivité, mais c'est génial sur le plan de la sociabilité, relationnel, alimentaire, de la biodiversité de la ville.

J'aimerais bien qu'il y ait davantage de choses sur l'économie du partage dans la ville, ce qui n'est pas simple. Bon, bien sûr, on a une association qui s'appelle le Centre d'Expression Manuelle : vous y apportez votre bois brut, et vous avez des menuisiers qui sont là pour vous conseiller pour faire vos meubles, et toutes les machines pour dégauchir votre bois. Cela fonctionne également pour le métal. J'aimerais qu'on arrive à le développer sur les enjeux électroniques, sur le grille-pain qui ne marche plus, via le *repair café*, mais c'est encore balbutiant.

J'aimerais également qu'il y ait un supermarché coopératif dans lequel vous êtes sûrs que tous les produits qui sont là sont garantis bios, sans perturbateurs endocriniens et les plus locaux possibles au meilleur prix.

CONCERNANT LA REPRODUCTIBILITÉ DE CES PRATIQUES, EXISTE-T-IL UN GROUPE DE VILLES SUR LE MÊME MODÈLE QUE CE QUI EXISTE AUTOUR DES VILLES EN TRANSITION ANGLAISES ?

Il n'y en a pas encore. Jean-François Caron (maire de Loos-en-Gohelle) est en train d'essayer de monter cette structure. Mais le risque, c'est que ce soit un réseau de plus. J'aimerais bien que cela diffuse ailleurs

que dans un réseau de spécialistes, et que ce soit intégré dans les politiques publiques. Pour l'instant, c'est encore frileux, alors qu'il y a urgence à agir, et qu'on sait que ça marche.

ENTRETIEN RÉALISÉ EN NOVEMBRE 2017.

Photo de couverture : dessin réalisé par Romain Guillou, inspiré par la lecture de l'entretien.